

## Joint statement

Août 2025

---

# Principaux enseignements tirés des cinq mémos adressés aux dirigeants français et allemands

Xavier Jaravel, Jean Pisani-Ferry, Monika Schnitzer et Jakob von Weizsäcker

---

**A**fin d'informer le Conseil des ministres franco-allemand du 29 août 2025, cinq brefs mémos tournés vers l'action ont été préparés à la demande des gouvernements français et allemand par des économistes indépendants des deux pays.

L'Europe se trouve à un tournant décisif. La guerre en Ukraine, l'arrivée d'une nouvelle administration américaine, le risque d'être laissé de côté dans un nouveau contexte géoéconomique et la très faible croissance de la productivité appellent un leadership franco-allemand fort. Mais la marge de manœuvre est réduite : à l'été 2026, la France sera trop concentrée sur l'élection présidentielle de 2027 pour envisager des projets d'envergure. C'est maintenant qu'il faut agir.

À cette fin, les cinq mémos présentés ici apportent une contribution analytique et stratégique sur des questions et défis de première importance. Ils fournissent également une feuille de route à moyen terme pour guider les futures discussions franco-allemandes dans les domaines suivants : défense, énergie, productivité et croissance, marché de l'emploi, commerce avec la Chine.

Chaque mémo a été rédigé par des économistes indépendants des deux pays, choisis pour leur expertise approfondie et la diversité de leurs points de vue. Si la plupart d'entre eux ont été discutés avec des collègues et des hauts fonctionnaires des deux pays, ils ne reflètent que les opinions de leurs auteurs.

## Principaux enseignements

### Défense

L'Europe est confrontée à un contexte sécuritaire profondément transformé par la guerre d'agression menée par la Russie et la perte de confiance dans les garanties de sécurité transatlantiques. La guerre en Ukraine a montré que l'Europe doit investir à la fois dans des équipements de basse technologie (pour accroître sa capacité à mener une guerre d'usure) et dans l'innovation à forte intensité de R&D (pour combler son retard technologique).

En Europe, à l'heure actuelle, les marchés publics de défense sont fragmentés selon les frontières nationales. Cette situation induit un surcoût pénalisant pour les finances publiques et un frein important à la capacité d'innovation de l'Europe. Par conséquent, la stratégie duale proposée par le mémo ne peut réussir que si la fragmentation actuelle est surmontée et si la commande publique gagne en flexibilité et en ouverture à l'innovation. Dans un premier temps, des projets ambitieux dans les domaines de l'IA, des systèmes autonomes, de l'espace, des systèmes d'armes hypersoniques et des facilitateurs stratégiques devraient être lancés conjointement afin de corriger des faiblesses et dépendances flagrantes. Ils auront des retombées importantes sur l'ensemble du système économique. Ces projets ambitieux contribueront également à créer un marché unique pour la plupart des équipements militaires (qui n'existe pas à ce jour, et compléterait les stratégies nationales actuelles en matière d'approvisionnement de défense). Le mémo propose aussi d'expérimenter la propriété commune d'actifs de défense-clé, éventuellement financée par l'émission d'une dette commune.

Enfin, la France et l'Allemagne devraient créer un centre commun de recherche sur l'économie de la défense qui produirait des travaux de recherche pertinents pour l'élaboration des politiques publiques et fournirait des conseils stratégiques fondés sur la recherche. La participation à ce centre devrait être ouverte à tous les pays européens désireux de le financer, y compris le Royaume-Uni.

### Énergie

Malgré un large consensus entre la France et l'Allemagne sur les objectifs généraux à poursuivre, les politiques en place souffrent d'un manque flagrant de coordination, et risquent de placer les deux pays sur une trajectoire de collision. Pour éviter une telle évolution, la note préconise de :

- expérimenter des enchères conjointes pour les énergies renouvelables et les marchés de capacité ;

- créer un conseil bilatéral de l'énergie qui regrouperait les deux gouvernements et les cinq opérateurs de réseau (quatre allemands et un français), dont la tâche serait de convenir de mesures pratiques pour une plus grande cohésion ;
- développer un programme commun de recherche qui stimulerait l'innovation et favoriserait une mise à l'échelle plus rapide des technologies clés, ce qui réduirait les coûts et les risques technologiques.

La note propose également que les deux pays élaborent des stratégies communes pour les politiques climatiques nationales et internationales, le développement de l'hydrogène et la coordination entre politiques énergétiques et politiques de défense.

### Productivité et croissance

Dans un contexte géopolitique difficile et à la lumière du rapport Draghi (qui montre que la productivité européenne est à la traîne par rapport à celle des États-Unis et de la Chine, en particulier dans le secteur technologique), ce mémo propose un plan d'action franco-allemand en huit points, qui compléterait une mise en œuvre rapide de la feuille de route de l'UE pour relancer l'économie, la Boussole pour la compétitivité. Il préconise notamment le lancement de quatre initiatives conjointes spécifiques :

- un renforcement des instruments européens d'innovation par la création d'un équivalent franco-allemand de la (D)ARPA américaine. Ceci permettrait d'atteindre la masse critique nécessaire pour lancer des innovations de rupture, avec des cycles de financement pluriannuels, des processus de candidature accélérés et des appels à propositions spécifiques à chaque mission ;
- la création, d'ici 2027, d'un campus franco-allemand dédié à l'intelligence artificielle (IA) qui contribuerait à combler le retard en matière d'investissements dans l'IA par rapport aux États-Unis et à la Chine, avec plus de 100 000 processeurs graphiques (ou des technologies équivalentes), alimentés par des énergies renouvelables ;
- un institut franco-allemand de sécurité de l'IA pour remédier à l'une des vulnérabilités les plus flagrantes de l'Europe face aux pays étrangers et aux géants du numérique ;
- un fonds franco-allemand pour la démocratisation de l'innovation. Ce fonds couvrirait un champ large et exploiterait le potentiel considérable, mais sous-utilisé, des futurs inventeurs, entrepreneurs et scientifiques, aujourd'hui freinés par leurs origines ou la situation socio-économique de leurs parents, le genre ou leur origine géographique.

En outre, le mémo préconise de créer les conditions d'une croissance tirée par l'innovation, notamment en créant une union des marchés des capitaux qui fonctionne pour les entreprises technologiques à croissance rapide et en établissant un « 28ème régime » qui permettrait à ces entreprises de s'appuyer sur un cadre réglementaire et juridique uniforme dans les 27 États membres.

### Marchés du travail

Le mémo sur les marchés du travail part du constat que de nombreux Européens travailleraient davantage si les incitations institutionnelles et financières étaient renforcées, ce qui entraînerait une augmentation significative du bien-être, du PIB et des recettes fiscales. Si les recommandations doivent être adaptées à la situation spécifique de chaque pays, quatre groupes-cibles appellent particulièrement des mesures de politique publique en Allemagne et en France : les jeunes, les seniors, les femmes et les personnes peu qualifiées.

En France, l'intégration des jeunes nécessite une extension mieux ciblée des programmes d'apprentissage, tandis que l'Allemagne pourrait tirer profit d'une meilleure orientation professionnelle, d'une formation modulaire et de meilleures opportunités pour les primo-arrivants, passant notamment par la reconnaissance des qualifications étrangères. Deuxièmement, pour améliorer la participation au marché du travail dans des sociétés vieillissantes, il faut faciliter les transitions professionnelles, lier l'âge légal de la retraite à l'espérance de vie tout en limitant les préretraites et calculer les pensions pour des carrières plus longues ou plus courtes d'une manière actuariellement neutre. Troisièmement, la participation des femmes au marché du travail devrait être facilitée, en particulier en Allemagne, par des réformes de la garde d'enfants et un meilleur traitement fiscal des seconds revenus.

Pour améliorer la participation des moins qualifiés, il convient de renforcer l'investissement dans l'éducation et la formation continue qui leur est destinée. En parallèle, les prestations sociales doivent être réformées et leurs conditions d'éligibilité rendues plus transparentes, en particulier en Allemagne, afin d'éviter les trappes à inactivité.

### Commerce avec la Chine

Le mémo sur le commerce avec la Chine recommande à l'Europe de rester ouverte au commerce et aux investissements, mais de gérer sa politique d'ouverture de manière plus stratégique dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes. Les auteurs proposent une taxonomie des réponses :

- protéger systématiquement les secteurs critiques en matière de sécurité, tels que la défense, l'espace et la robotique, y compris les chaînes d'approvisionnement industrielles sous-jacentes (batteries, électronique, etc.). Cela nécessite de créer ou de développer des capacités indépendantes ;
- en revanche, ne pas protéger les industries matures et non stratégiques afin que les consommateurs et les chaînes de valeur puissent bénéficier des importations chinoises à bas prix ;
- encourager, dans les secteurs technologiquement cruciaux où l'Europe a pris du retard, tels que les batteries, les investissements directs étrangers des entreprises chinoises en Europe, associés au transfert de technologies.

Les secteurs industriels compétitifs européens tireraient un avantage considérable de l'amélioration des conditions générales des affaires, de l'intégration des marchés des capitaux et des programmes conjoints visant à accélérer l'innovation. Enfin, l'Europe doit réduire sa dépendance vis-à-vis des matières premières contrôlées par la Chine grâce à la diversification, aux substitutions (notamment par l'innovation technique) et au stockage stratégique.

Le principal défi macroéconomique consiste à rééquilibrer l'économie chinoise, à réduire l'épargne et à augmenter la consommation. Bien que l'Europe ait une influence limitée sur la Chine, elle devrait faire pression pour accélérer son rééquilibrage macroéconomique.